

mais, d'un autre côté, il y a neutralisation par les dépenses militaires. Sans une augmentation rapide des dépenses militaires il serait assez difficile aujourd'hui de ne pas prévoir une récession. Le problème est de savoir si réellement les dépenses militaires sont ce qu'elles semblent être. Ainsi ces dépenses pourraient être réduites à d'autres fins aussi. Ce n'est pas nécessairement seulement le point de vue militaire.

M. O'KEEFE: Quelle est votre opinion?

M. THÜR: Je ne sais pas, parce que je n'aime pas ce genre de prédiction si je n'ai pas de raisons suffisantes. Je sais qu'aujourd'hui, nous sommes dans une période de ralentissement. Notre expansion ralentit. Ce pourrait devenir une récession à partir de maintenant, mais il n'est pas nécessaire qu'elle survienne.

M. O'KEEFE: Comment éviteriez-vous cette possibilité?

M. THÜR: Je pense que les mesures aujourd'hui sont justes en ce sens: une baisse du taux d'intérêt dans ce pays, et ensuite certains projets dans l'industrie de la construction, et ainsi de suite.

M. O'KEEFE: Cela se fait évidemment. Pouvez-vous faire d'autres suggestions quant à ce que nous devrions faire?

M. THÜR: C'est très difficile à dire, ce que nous devrions faire, en ce sens que le problème est... et c'est peut-être mon point de vue... de porter sa préférence sur un organisme pour des projets à long terme, de façon à ce que si vous avez des projets à long terme vous sachiez comment dépenser l'argent, si vous avez à le dépenser, et d'une manière efficace, parce qu'aujourd'hui, si nous décidons de dépenser de l'argent, je ne sais pas pourquoi et pour quels avantages économiques. Je ne préconiserais pas aujourd'hui de très grandes augmentations des dépenses en vue du bien-être social et ainsi de suite. Je ne sais pas. Ce n'est pas nécessairement la façon de le faire. Peut-être que s'il y a des problèmes, la meilleure façon de les régler est de couper certains impôts sur le revenu, peut-être en juin ou en juillet, si cela est nécessaire.

M^{me} MACINNIS: Je voudrais passer à deux ou trois de vos points de vue sur les contrôles. Prenons un exemple, cette législation qu'on propose au Québec qui introduira un conseil de contrôle de la location qui fonctionnera autour de Montréal pendant la durée de l'Expo. Pensez-vous que ce soit un bon principe pour contrôler les loyers?

M. THÜR: Non. Ce qu'on fait est en vue d'éviter le problème de très grands bouleversements. Je pense que c'est une mesure très temporaire, et on n'a pas l'intention d'en faire un corps permanent de contrôle.

M^{me} MACINNIS: Vous pensez que ce serait bon d'une manière temporaire?

M. THÜR: Oui.

M^{me} MACINNIS: Pourquoi est-ce que ça ne fonctionnerait pas sur une base permanente?

M. THÜR: S'il y a ces contrôles, comme dans le cas des contrôles des loyers, alors il n'y a pas de construction du tout, et la population doit faire face à des problèmes de logement. Il devrait y avoir une juste ristourne économique sur les dépenses à partir du capital. Ainsi, si dans l'industrie secondaire, vous obtenez une meilleure ristourne que dans le logement, pourquoi investir dans le logement?

M^{me} MACINNIS: Nous nous intéressons aux prix du logement et des loyers. Comment peut-on contrôler les loyers de façon à ce que les gens ne voient pas leur loyer augmenter de plus en plus? Y a-t-il moyen de le faire?

M. THÜR: Cela a été fait, je pense, partout durant la période de la guerre, les loyers étaient contrôlés.